

# Premier Mai : Macron et Le Pen divisent le syndicalisme

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 28 avril 2017

Le premier tour de l'élection présidentielle du 23 avril 2017 n'a pas fini de créer des tensions dans la gauche, dans tout le mouvement ouvrier et social, à commencer par le syndicalisme.

Tout se passe comme si la présence du FN au deuxième tour, mais aussi d'un candidat libéral largement inspirateur de la loi El Khomri de 2016, avaient pour conséquence que les deux courants stratégiques qui partagent le syndicalisme s'en trouvaient radicalisés dans leurs oppositions. D'un côté donc, la coalition CFDT, UNSA, CFTC, FAGE ainsi que plusieurs associations (Conférence des présidents d'université, CRAP-Cahiers pédagogiques, Education et devenir, FNARS, France Terre d'asile, Greenpeace, La Mutualité française, Ligue de l'Enseignement, SOS Racisme, etc) appellent à mobiliser sous le mot d'ordre unique : « Mobilisation républicaine contre le FN », et avec le logo « Pour Mariane, votons contre Marine ». D'un autre côté, notamment à Paris, le front syndical unitaire opposé à la loi Travail, CGT, FO, FSU, Solidaires, se reconstitue (bonne nouvelle !) et appelle à manifester sous la bannière : « 1er mai journée internationale des travailleuses et des travailleurs – En finir avec les reculs sociaux qui font le terreau de l'extrême droite ». Ce cas de figure devrait se répéter dans plusieurs dizaines de départements. Mais ces deux coalitions s'excluent l'une l'autre. Une troisième coalition (« Front social ») est formée par une partie des structures syndicales qui organisaient le 1er tour social le 22 avril dernier (2000 manifestant-es à Paris). Elle se retrouve dans le « ni-ni » et appellent à « battre les deux candidats » sous la banderole : « Peste ou choléra : Front social, c'est dans la rue que ça se gagne ».

## **La banalisation bleue marine a-t-elle réussi son coup ?**

On se souvient qu'en 2002, il y eut un véritable raz-de-marée contre le FN de Jean-Marie Le Pen et des manifestations monstres (des centaines de milliers de personnes) qui allaient bien au-delà du cadre syndical, et notamment dans la jeunesse. Bien sûr, l'effet de surprise avait provoqué un ressort d'émotion et de colère. Mais en 2017, il n'y a pas de vraie surprise. Les équipes militantes ont eu tout le temps de réfléchir depuis plusieurs mois. On peut donc hasarder une explication globale aux disputes qui parcourent le mouvement social. D'une part, l'exaspération sociale et politique est à son comble contre les dérives libérales passées ou à venir (le quinquennat Hollande transmuté en Macron), ce que certaines directions syndicales refusent de voir parce qu'elles ont choisi d'accompagner ces dérives. Elles banalisent donc le libéralisme. Mais à l'autre pôle, cette colère tellement exacerbée finit par « banaliser l'opération de banalisation » du FN entreprise par la fille. D'un côté la peste, de l'autre un choléra banalisé : aucun choix possible.

La question est posée : qu'est-ce qui va dominer dans les têtes des travailleurs-euses en ce Premier mai et les jours suivants ? La reconstitution bienvenue du Front syndical unitaire contre la loi Travail et « son monde » ? Ou le fait qu'il y a deux manifestations qui se tournent le dos, alors qu'une force néofasciste peut accéder au pouvoir ?

Comment en est-on arrivé là ?

Les discussions intersyndicales nationales ont eu lieu en présence de toutes les organisations, mais très vite, dès lundi 24 avril, le scénario était installé.

Dans la soirée du 23 avril, la présence de Marine Le Pen au deuxième tour, face à Macron, a engendré des petits cortèges de colère, et certains groupes ont attaqué les locaux de la CFDT qui avait pris position très vite pour Macron, sans une once de critique de son projet. Pourtant, Laurent Berger avait fait mine de se distancer de lui dans les dernières semaines, n'acceptant pas la nationalisation de l'assurance-chômage, ni plus généralement son refus d'admettre que le syndicalisme soit porteur d'une vision de l'intérêt général, alors qu'il s'agit-là des fondamentaux de la CFDT. La CFDT choisit néanmoins d'appeler à voter pour Macron, mais en refusant toute expression revendicative commune. Ce qui pour des syndicalistes est totalement inacceptable, sauf si on admet, comme la direction CFDT, que l'on accepte le projet de société Macron, à l'intérieur de laquelle on ne fera que des aménagements à la marge. Dans l'intersyndicale du 24 avril, la cassure est nette sur ce point. Et la CFDT l'a voulu ainsi.

A l'opposé exact de ce positionnement, FO refusait toute forme de « consigne » de vote de quelque nature que ce soit. Jean-Claude Mailly avait annoncé au CCN (le 6 avril) que FO défilerait pour ses revendications, tout en rappelant son « attachement au rejet du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme » et que FO est « partisan de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et de la laïcité ». Et puis il avait ajouté : « Sur ces bases claires de revendications, le 1er Mai peut faire l'objet de démarches syndicales communes, mais seulement sur ces bases et sans consigne de vote, car encore une fois, nous sommes un syndicat et pas un parti ». Ce qui ne veut pas dire « apolitique », avait-il même ajouté plus tard. Il était donc hors de question pour FO de manifester aux côtés de la CFDT, avec laquelle FO a néanmoins signé la dernière convention d'assurance-chômage, qui préserve fort peu les revendications des chômeurs.

La CE de la CGT avait pris position clairement « pour faire barrage à l'extrême-droite, et lutter pour le progrès social et la démocratie », de même que pour la défense des

revendications. De même que la FSU et Solidaires (« faire barrage au FN »). Entre FO et la CFDT, il y avait à l'évidence une situation de blocage. Il semble bien que la direction confédérale de la CGT ait choisi cependant de préserver un cadre commun avec FO, même au prix d'édulcorer sa propre position. C'est que dans plusieurs structures de la CGT, les contradictions sont vives quant à la pondération à faire entre la lutte contre le projet Macron et la menace Le Pen. Des problèmes d'orientation enfouis jusqu'ici remontent d'un seul coup à la surface. Il est tout à fait surprenant que le tract de l'Union régionale CGT Ile de France, qui appelle au Premier mai, ne dise pas un mot du résultat des élections, pas un mot du Front national ni de Macron. Dans quel monde vivons-nous pour défendre « la paix, la solidarité internationale, le progrès social » (titre du tract), et bien sûr « l'abrogation de la loi travail », si on fait semblant d'ignorer les enjeux politiques ? Pire encore, la fédération chimie CGT titre son tract national : « Ni peste, ni choléra, engageons la mobilisation ». Et le tract poursuit : « ...ceux-là même qui nous expliquaient que sa politique libérale [NDLR : celle de Macron] aura un effet dévastateur sur le monde du travail et la protection sociale voudraient nous inciter le 7 mai à glisser un bulletin de vote pour choisir notre bourreau. NON ! Notre choix n'est pas entre la chaise électrique ou une injection létale ! ».

A l'heure où ces lignes sont écrites, il reste encore des inconnues sur les conditions dans lesquelles les défilés du Premier mai vont réellement se tenir. L'intersyndicale Ile de France (CGT, FO, FSU, Solidaires, ainsi que les syndicats de jeunes), qui a pris l'habitude d'un fonctionnement très unitaire depuis la lutte contre la loi Macron de 2014-2015, a discuté et défini son propre cadre de manifestation. L'aboutissement en date du jeudi 26 avril était une banderole libellée ainsi : « 1er mai journée internationale des travailleuses et des travailleurs – En finir avec les reculs sociaux qui font le terreau de l'extrême droite ».

## **L'effet paralysant du « politique »**

Au-delà des difficultés réelles pour les syndicalistes et les mouvements sociaux pour déterminer un positionnement dans un contexte très difficile et douloureux, ce qui se paye cher est sans doute aussi les débats mal soldés des mois et années précédentes.

On peut énumérer les questions en remontant dans le temps.

Le problème le plus récent est l'interruption subite de l'intersyndicale loi Travail à partir de septembre 2016. Il ne s'agit pas d'imaginer qu'il était possible de remobiliser durablement dans la rue. Mais de déplorer l'abandon total de l'idée, au départ avancée par la FSU, d'une campagne revendicative de terrain et en direction des élu-es et candidat-es sur le Code du travail, afin de porter dans le débat public les exigences syndicales reformulées : quel Code du travail ? quels droits contre l'ubérisation ? quelle sécurité sociale ? Etc. « Porter dans le débat public » doit ici être entendu comme une « politisation » au bon sens du terme, ce qui dans un contexte électoral est décisif si on veut préserver une autonomie exigeante et ne pas dépendre du jeu institutionnel. Au lieu de cela, FO a interrompu l'intersyndicale (sous prétexte des élections TPE), puis la CGT s'est tournée vers une auto-préservation identitaire sur la question, certes importante, de l'industrie. Le syndicalisme a été globalement absent du débat public présidentiel. N'avait-il rien à dire ?

Un peu plus loin dans le temps, il faut se souvenir de l'intersyndicale construite après les attentats de 2015, où FO avait refusé de participer, mais qui avait abouti à une déclaration équilibrée, où l'alerte contre l'extrême-droite ne faisait pas disparaître pour autant les enjeux revendicatifs. Il est probable que cette plate-forme est en train de voler en éclat dans les jours que nous vivons. La désunion syndicale a de beaux jours devant elle. Les clivages stratégiques sont

maintenant très vifs. Les résultats de la représentativité ne vont pas les atténuer.

Et plus profondément, il y a un rapport du syndicalisme de lutte à la « chose politique » qui ne parvient pas à sortir d'un dilemme entre une distanciation précautionneuse (parfois défendue au nom de « l'autonomie »), mais qui laisse le soin aux professionnels politiques de formuler l'intérêt général, et un questionnement aux candidatures qui place le mouvement social en position subalterne. Une troisième solution passe sans doute par une confrontation exigeante. Quand on laisse la politique exclusivement « aux politiques », il arrive un moment où le piège se referme : une situation nouvelle qui paralyse tout le monde. Le mouvement social et syndical sont porteurs de sens et de projets. Peut-il l'assumer ?

Jean-Claude Mamet, le 28 avril 2017.